

**Attachée/attaché de coopération
Hanoi (Vietnam)
Contrat de recrutement sur place (CRSP)**

INTITULE DE L'EMPLOI-TYPE NOMADE : Responsable sectoriel filière coopération

CODE NOMADE : MAEE04-04

RATTACHEMENT RIME : FPPEPP10

DOMAINE FONCTIONNEL : Elaboration et pilotage des politiques publiques

DOMAINE D'ACTIVITE : coopération et action culturelle

DEFINITION SYNTHETIQUE

Sous l'autorité du conseiller de coopération et d'action culturelle (COCAC), l'attaché de coopération est responsable du Pôle Justice-Droit-Gouvernance au sein du service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France à Hanoi.

Il élabore chaque année la stratégie à suivre afin de poursuivre et développer la coopération juridique, administrative et en matière de gouvernance menée par la France au Vietnam, et met en œuvre les actions adaptées pour réaliser cette stratégie. Il assure le suivi de la coopération décentralisée franco-vietnamienne.

ACTIVITES PRINCIPALES

Le Pôle Justice-Droit-Gouvernance du Poste a pour but d'accompagner les institutions vietnamiennes vers l'édification d'un Etat de droit, de favoriser l'émergence d'un environnement favorable à l'expertise française, et de renforcer l'organisation administrative du Vietnam.

Pour ce faire, le pôle organise des missions d'expertise sur les réformes en cours au Vietnam et des activités de formation des professions juridiques (juges, avocats, notaires, huissiers) et des cadres de l'administration.

Enfin, le pôle suit les évolutions de la coopération décentralisée entre les collectivités locales françaises et vietnamiennes.

Ses partenaires sont notamment :

Du côté vietnamien : le ministère de la Justice, la Cour populaire suprême et son école, le Parquet populaire suprême et son école, l'Académie judiciaire, les Barreaux d'Hanoi et Hô-Chi-Minh-Ville, le Comité central du parti pour la réforme judiciaire, le Comité central du parti pour les affaires intérieures, l'Institut des études législatives de l'assemblée nationale, l'Académie d'Ho Chi Minh, les Ministères ayant des réformes en cours (affaires intérieures, Inspection du Gouvernement...), l'Académie Nationale d'administration publique, les universités ...

Du côté français : Le ministère de la Justice, le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, l'ENM, des Barreaux, le Conseil supérieur du notariat, la Chambre nationale des huissiers de justice, la DGAFP, le CHEMI et toute autre administration dont l'expertise peut être utile (IGA, Ministère de l'Intérieur, CNIL...)

Il assure également des conférences à destination du grand public à l'Institut français, ainsi que des cours de français juridique. Il a enfin des activités annexes (identification et sélection des candidats vietnamiens aux cycles longs de l'ENA, mise à disposition des bases de données juridiques, présélection des candidats en droit aux bourses d'excellence de l'Ambassade, etc...).

Les champs juridiques ou administratifs traités varient en pratique d'année en année selon l'actualité du moment et les priorités établies par le Pôle.

SAVOIR-FAIRE	CONNAISSANCES	QUALITES PERSONNELLES <i>observées / observables en situation professionnelle</i>
Animer une équipe et travailler en réseau. Anticiper et faire preuve d'initiative. Analyser, identifier les problèmes et proposer des solutions Synthétiser des informations de nature très différente. Négocier et savoir convaincre. Sens de l'organisation et de la logistique	Parfaite maîtrise de la langue anglaise tant à l'oral qu'à l'écrit (et si possible, du vietnamien). Maîtrise des processus et circuits de prise de décision nationaux et internationaux Connaissances techniques liées au secteur de coopération. Droit public et international. Connaissance des enjeux du secteur et parfaite connaissance de l'ensemble des acteurs et de leur positionnement	Autonomie de travail et d'organisation Très fort dynamisme et esprit d'initiative particulièrement affirmé Patience, ténacité et persévérance Sens des relations humaines et du travail en synergie avec les autres services de l'ambassade Sens des relations humaines dans un contexte culturel différent.

CONDITIONS PARTICULIERES DE RECRUTEMENT EN TANT QUE CRSP

Les candidates/candidats doivent attester de leur résidence dans le pays concerné depuis au moins trois mois, et y disposer d'une adresse et d'un titre de séjour leur permettant d'occuper un emploi salarié.
Pour les agents CRSP non titulaires d'une autre administration, le calcul du salaire de base tient compte du diplôme le plus élevé et de l'expérience professionnelle acquise du/de la candidat(e), dont il/elle doit apporter la preuve.
Pour les agents CRSP titulaires d'une autre administration, il est procédé à une vérification de leur situation administrative (grade/échelon/indice) pour l'établissement du contrat.
Les CRSP sont des contrats à durée déterminée de 2 ans renouvelables dans la limite de 4 ans au total.
L'indemnité de résidence spécifique aux agents CRSP est régulièrement ré-évaluée, en particulier en fonction du taux de chancellerie dans les pays où il s'applique, et de l'appréciation des conditions locales.
L'attribution éventuelle de majorations familiales (conjoint / enfant(s)) est soumise à vérifications préalables quant à la présence dans le pays d'affectation et au versement d'aides issues d'autres organismes.

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

Contraintes liées à un exercice professionnel à l'étranger ;
Forte disponibilité exigée. Contrainte budgétaire forte. Partage du bureau avec deux collaboratrices.

ACQUIS PROFESSIONNELS SOUHAITABLES POUR EXERCER L'EMPLOI

Formation en droit. Bonne connaissance des réseaux administratifs français.

PASSERELLES ET EVOLUTIONS PROFESSIONNELLES VERS D'AUTRES EMPLOIS

PASSERELLES COURTES	PASSERELLES LONGUES

TENDANCES D'EVOLUTION

FACTEURS CLES A MOYEN TERME	IMPACT SUR L'EMPLOI REFERENCE	
	<i>qualitatif</i>	<i>quantitatif</i>

SERVICE D'EMPLOI

POSTE / DIRECTION	SERVICE / SOUS-DIRECTION
Ambassade de France au Vietnam- Hanoi	Service de coopération et d'action culturelle

COMPOSITION DE L'EQUIPE DE TRAVAIL

Le Pôle Justice-Droit-Gouvernance comporte 3 agents : le chef de pôle, une volontaire internationale, chargée de mission justice et une ADL, chargée de mission « gouvernance et coopération administrative »

LIEU DE TRAVAIL

Ambassade

NUMERO DU POSTE DE TRAVAIL :

PROFIL STATUTAIRE ET FINANCIER DU POSTE

STATUT / CORPS ET GRADE	ECHELLE DE REMUNERATION
Agent contractuel ou titulaire de la Fonction publique	Traitement brut mensuel : à partir de 1 818 € pour un agent titulaire d'un master 2 sans expérience professionnelle, 2 253 € pour 10 ans d'expérience validée Indemnité de résidence à l'étranger au 1er janvier 2019 : 909 € bruts.

CONTACTS

Laurence Mézin, laurence.mezin@diplomatie.gouv.fr